

La concurrence sans merci derrière la guerre des drogues

Derrière la poussée de violence qui secoue Anvers, se joue une lutte sans merci entre des trafiquants de drogue belges et néerlandais, avec le port comme décor. «Le modèle opérationnel criminel dépasse l'imagination.»

PIET DEPUYDT ET BEN SERRURE

Prix d'achat: 35.000 euros. Prix de vente: plus ou moins 52.000 euros. Bénéfice: plus de 70%. C'est ce que l'on peut gagner en Belgique en vendant 1 kg de cocaïne. Le calcul semble facile, mais derrière ces chiffres se cache un marché mortellement efficace, avec le port d'Anvers comme principale plaque tournante.

Le commerce de demi-gros de la coke est le segment sur lequel la police et les experts dans la métropole anversoise se cassent actuellement les dents. Il s'agit d'un marché occulte, insaisissable et très concurrentiel, entièrement contrôlé par des organisations criminelles qui sont également responsables du déchargement de la cocaïne de conteneurs dans le port d'Anvers. Ces clans forment un réseau qui contrôle également une partie du commerce de détail.

Les transactions qui ont lieu dans ce segment intermédiaire (colis oscillant entre 0,5 et 5 kg) se font dans la clandestinité et ne provoquent que peu ou pas de nuisances. Par conséquent, l'attention du parquet d'Anvers et de la police fédérale s'est logiquement concentrée sur l'importation en vrac de Colombie, le commerce de gros aux Pays-Bas et les petits dealers en Belgique. Mais la récente poussée de violence, les explosions et les tirs, en particulier dans le nord d'Anvers, a replacé ce commerce de demi-gros dans le collimateur des services d'ordre et des autorités de la ville.

Histoire de familles

Concrètement, il pourrait s'agir de membres de familles de criminels d'origine marocaine, qui ont commencé leur carrière comme dealers, et dont les patrons ou fournisseurs des Pays-Bas sont souvent des membres de la famille éloignée ou des connaissances origi-

naires de la même région d'Afrique du Nord. C'est ce qui ressort de l'enquête menée par une équipe internationale de chercheurs qui ont analysé l'enchevêtrement des marchés belge et néerlandais au cours de la période 2016-2018. Ce rapport, publié en mai de l'an dernier, montre clairement comment ces familles ont progressé dans la hiérarchie. Au début, elles ne s'occupaient que du commerce de détail mais se sont ensuite chargées de retirer la cocaïne des conteneurs dans le port d'Anvers. Les familles travaillent avec des manutentionnaires du port corrompus et des organisations albanaises, qui à leur tour sont des maillons importants entre les marchés de la cocaïne belge et néerlandais.

Alors qu'au départ, ces criminels marocains étaient payés en cash par leur commanditaire néerlandais, ils perçoivent aujourd'hui un certain pourcentage de la cocaïne importée. C'est beaucoup moins cher pour les commanditaires que de leur payer la contrepartie en argent. Les organisations marocaines distribuent ces kilos de cocaïne via leurs propres dealers sur le marché anversois. C'est ainsi qu'ils ont réussi à escalader les échelons du commerce de la cocaïne, et à contrôler le commerce de demi-gros.

La majeure partie de la cocaïne importée via le port d'Anvers est réexportée vers les Pays-Bas pour être distribuée au niveau local et international. Mais de plus en plus de signaux indiquent que les clans marocains sont en train de mettre en place leurs propres lignes d'importation. Grâce à cette offre, les consommateurs belges et étrangers ne doivent plus se rendre aux Pays-Bas pour s'approvisionner, ce qui augmente la concurrence avec leurs anciens commanditaires.

«Il est plausible que cette concurrence soit en partie responsable de la violence qui a éclaté dans le nord d'Anvers», explique Letizia Paoli, une criminologue italienne de la KU Leuven experte en criminalité organisée, et qui a participé à l'étude. Mais nous ne savons pas avec

certitude si les conflits ont éclaté entre les familles locales ou entre les organisations anversoise et néerlandaise. Quoi qu'il en soit, la violence ne joue pas à leur avantage. «Ceux qui veulent gagner de l'argent avec la cocaïne ont tout intérêt à garder profil bas et à éviter de faire exploser des grenades en plein centre-ville. C'est peut-être un signe que le marché est en train de changer et que les parts de marchés ne sont pas encore définitivement attribuées», estime Letizia Paoli.

Marché concurrentiel

Un autre fait remarquable, c'est que le commerce de demi-gros n'est pas contrôlé par une seule organisation. On parle de marché ouvert et concurrentiel. «Leur mode opératoire a changé», explique une source policière dans le rapport. Il est aujourd'hui plus facile d'être négociant en demi-gros qu'auparavant. Alors que les organisations fonctionnaient avec une véritable hiérarchie, vous avez aujourd'hui des opportunistes: de nombreux malfrats spécialisés dans les attaques de fourgons et car jackers sont devenus trafiquants de drogue, car ils ont compris qu'il y avait beaucoup plus d'argent à gagner. Et il est aussi beaucoup plus facile de se procurer de la cocaïne.»

L'augmentation des volumes importés via le port d'Anvers peut s'expliquer par la hausse des quantités confisquées. Ces cinq dernières années, elles ont été multipliées par 10, pour passer de 4,7 tonnes en 2013 à plus de 41

«Il est plausible que cette concurrence soit en partie responsable de la violence qui a éclaté dans le nord d'Anvers.»

LETIZIA PAOLI
CRIMINOLOGUE À LA KULEUVEN

ment puisse quitter le port.

«Le modèle opérationnel criminel porte sur des montants astronomiques», indiquent les chercheurs à propos des marchés de la drogue belge et néerlandais. Par exemple, le coordinateur d'un terminal de conteneurs peut empocher 225.000 euros et un planificateur peut percevoir de 75.000 à 125.000 euros. Un chauffeur de «straddlers» prêt à déplacer un conteneur pourra réclamer entre 25.000 à 75.000 euros, et s'il sort lui-même les sacs, il recevra de 500 à 1.000 euros supplémentaires par kilo. Un responsable de ressources humaines qui recrute des membres de la mafia de la drogue peut gagner 10.000 euros par personne embauchée.

En plus des faux documents et déclarations (fausses marchandises et faux destinataires), les organisations criminelles utilisent des conteneurs de groupage, c'est-à-dire où plusieurs marchandises différentes sont transportées dans le même conteneur, ce qui complique la tâche de la douane. Par ailleurs, il semblerait que les organisations criminelles envoient régulièrement des cargaisons tests qui ne contiennent pas de cocaïne avant d'envoyer effectivement de la drogue. La multiplication de ces expéditions réduit le risque d'être contrôlé.

Par ailleurs, les organisations criminelles utilisent aussi des spécialistes en informatique. Par exemple, les systèmes informatiques des terminaux ont été piratés dans le but d'obtenir certaines informations, subtiliser les codes de sécurité et faire disparaître certains conteneurs. En piratant les systèmes informatiques de terminaux et d'agents et en plaçant des spywares, ils pouvaient contrôler la localisation et les mouvements de leurs conteneurs. Cela leur a permis de faire disparaître les conteneurs transportant de la cocaïne avant que le vrai propriétaire du conteneur en prenne possession.

Le secteur privé ne devait-il pas être davantage contrôlé? Oliver Schoenmaeckers, directeur de l'Association des Expéditeurs (Vereniging van Expeditiebedrijven ou VEA) nuance: «Notre organisation collabore avec la police et les douanes. Nous avons entre autres signé un accord qui doit augmenter l'efficacité des processus de contrôle. Nous avons aussi créé un point de contact où les parties ayant remarqué une activité suspecte peuvent partager leurs informations avec leurs confrères.»

D'après Schoenmaeckers, les entreprises font d'énormes efforts pour sensibiliser leur personnel, dans l'espoir d'identifier les personnes suspectes avant qu'elles ne passent à l'acte. «Nous conseillons nos membres afin de

tonnes en 2017.

Plusieurs raisons expliquent la popularité d'Anvers comme port d'entrée de la cocaïne. Tout d'abord, il s'agit d'un des ports les plus étendus au monde et donc difficile à contrôler. De plus, grâce à sa situation centrale et enclavée, il est possible d'atteindre facilement l'hinterland européen. Le port dispose également de plusieurs lignes directes avec l'Amérique centrale et du Sud, où se situent les pays producteurs de cocaïne. «On en parle rarement, mais c'est ce qui explique les quantités astronomiques de drogue qui transitent via Anvers», explique Stephan Vanfraechem, patron du Voka/Alfaport. Le port fonctionne comme une porte de derrière. Vous avez beau la sécuriser, elle ne pourra être efficace que si la porte de devant – les ports en Amérique du Sud – sont également contrôlés. Et c'est là que le bât blesse.»

Les méthodes utilisées pour dissimuler la cocaïne dans les porte-conteneurs ou dans les marchandises sont particulièrement créatives. La drogue peut être cachée dans des ananas évidés, dans des machines, des boîtes de bananes, dans le café, ou imprégné dans du carton ou des vêtements. Ou stockée dans des chambres de visite, le moteur ou les parois de conteneurs réfrigérés, de yac ou citernes.

Des montants colossaux

La complicité d'avocats corrompus, de membres de la police et des douanes, des équipages, des employés des firmes d'expédition et du personnel portuaire permet aux organisations criminelles d'importer de grandes quantités de cocaïne. Si l'on en croit l'étude menée par la criminologue Charlotte Colman, les envois de 600 à 1.000 kg ne sont plus des exceptions. Les travailleurs portuaires sont un maillon important de la chaîne. Ils peuvent communiquer des informations, donner des accès normalement non autorisés, déplacer des conteneurs ou les faire disparaître et faire en sorte que le charge-

«Le modèle opérationnel criminel porte sur des montants astronomiques.»

les aider à détecter toute situation anormale. Cela peut aller du contrôle de la solvabilité d'un nouveau client à celui du lieu de livraison via Google Maps. S'il s'agit d'un garage, il y a de fortes chances qu'il s'agisse d'un trafic suspect. La vigilance est aussi de mise dans les entreprises, dont certains travailleurs sont soudain approchés personnellement, notamment via leur adresse e-mail privée. Nous avons aussi connu un cas où, sous le prétexte d'un contrôle informatique, un hacker a installé un tracker pour intercepter des communications. Si un inconnu se promène dans votre bâtiment, il faut vérifier s'il a le droit de s'y trouver. Ce qui n'est donc pas toujours le cas.»

Peut-on faire plus? Des projets sont à l'étude, nous dit-on à la VEA. Par exemple, une étude a été menée avec l'université d'Anvers sur la possibilité de scanner la totalité des conteneurs, grâce à des systèmes améliorés. «Mais nous devons aussi veiller à ce que le processus logistique du port reste efficace», explique le patron de la VEA. Il faut trouver l'équilibre entre l'efficacité des échanges commerciaux et le contrôle des activités illégales.

Les chercheurs qui ont étudié les marchés de la drogue belge et néerlandais n'excluent pas que le nombre de règlements de compte augmente encore dans les milieux anversois. «Vu les énormes bénéfices en jeu, la complexité des transactions et les relations parfois peu claires entre les criminels, il y a davantage de risques que la violence éclate à cet échelon du marché», écrivent-ils. La fin de la guerre des trafiquants de drogue à Anvers n'est donc pas pour demain.